

Le Québec à l'heure des révolutions

Jean-Pierre Wallot

Volume 5, numéro 3, automne 1989

Le Québec et la Révolution française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7525ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Wallot, J.-P. (1989). Le Québec à l'heure des révolutions. *Cap-aux-Diamants*, 5(3), 11–14.



Bataille de Saint-Denis au cours des troubles de 1837-1838. La Révolution française, la Déclaration des droits de l'homme et surtout la Révolution américaine ont nourri les patriotes. (Henri Julien, 1916).

LE QUÉBEC À L'HEURE DES RÉVOLUTIONS

par Jean-Pierre Wallot*

Les Canadiens n'ont pas fait de «Révolution française». Même lorsque les rebelles des années 1830 en appellent aux Droits de l'homme, ils réfèrent très peu aux événements de 1789-1792: leur source d'inspiration se trouve plutôt aux États-Unis. Faut-il donc déjà fermer le dossier? Mais alors, pourquoi cet acharnement du gouvernement britannique, des seigneurs et du clergé canadiens, entre 1789 et 1838, contre les idées pernicieuses et révolutionnaires qui auraient infecté une partie de la population, notamment la bourgeoisie canadienne. De fait, la Révolution française a marqué les élites certes, mais aussi les masses populaires.

Le ressac américain

L'étude de l'influence de la Révolution française au Québec ne peut ignorer une séquence historique qui la précède: l'agitation, puis la révolution aux États-Unis. De 1765 à 1770, des Canadiens observent et commentent dans la *Gazette de Québec* les heurts entre la Grande-Bretagne et ses vieilles colonies du sud. Ils débattent de la Constitution anglaise, des problèmes de taxation et de représentation en système britannique, de la liberté de presse, des droits et pou-

voirs des assemblées élues. En 1772-1773, des représentants de la bourgeoisie canadienne en ascension vont jusqu'à se prononcer pour une assemblée élective.

En 1774, l'Acte de Québec impose un régime aristocratique dominé par un gouverneur et un Conseil législatif. Le peuple redoute une hausse des droits seigneuriaux et des dîmes. De son côté, la bourgeoisie ne peut se résoudre à être exclue de toute forme de participation au pouvoir. Le Congrès continental des treize colonies jouera sur ces sources de mécontentement dans divers documents et appels aux Canadiens. Il les invitera à se doter des «droits inaliénables» du peuple (assemblée de représentants élus, jugement par-devant jury, *Habeas corpus*, liberté de presse et liberté de conscience) et à se débarrasser de la «tyrannie» des autorités «rapaces». L'invasion américaine de 1775-1776 échoue. Dans son ressac, toutefois, cette révolution laisse des idéaux, quelques idéologues, dont Fleury Mesplet, et un groupe de démocrates surtout issus de la bourgeoisie canadienne. Actifs à compter de 1785, ils utilisent surtout la *Gazette de Montréal*, parfois la *Gazette de Québec* pour dénoncer entre autres les seigneurs et le régime

seigneurial, le clergé et les pouvoirs discrétionnaires du gouverneur. Ils endossent les valeurs préconisées par les philosophes des Lumières et s'orientent résolument vers un «modèle» d'avant-garde pour l'époque: un parlement britannique à l'américaine, plus démocratique qu'en Angleterre.



Né à Montréal en 1792, le chirurgien Robert Nelson siège comme député de Montréal-Ouest à deux reprises. Après l'échec de la rébellion de 1837, il s'enfuit aux États-Unis, prend la tête d'une seconde insurrection et se proclame président d'une république indépendante. (Archives nationales du Québec, collection Initiale).

Le grand bouleversement

Lorsqu'éclate la Révolution française, partisans et adversaires dévorent les publications courantes pour ou contre la Révolution, sans compter le contenu des journaux étrangers reproduit dans la presse locale. Au début, les élites sont divisées: les hauts fonctionnaires, les clercs et les seigneurs désapprouvent généralement, puis maudissent le «grand bouleversement». La bourgeoisie se montre plus réceptive. D'aucuns saluent cette Révolution égalitaire qui abolit le despotisme, l'emprisonnement arbitraire et les privilèges réservés à la noblesse. Les journaux de Montréal et de Québec regorgent d'articles vantant la «régénération» des Français, l'apparition de la «tolérance civile» et l'orientation apparente de la France vers une forme de gouvernement assez similaire à celle de l'Angleterre. Similitude qu'encensent nombre de Canadiens, sur le point d'hériter eux-mêmes d'institutions représentatives en 1791. Par ailleurs, la Révolution et la Déclaration des droits de l'homme ravivent les charges des «démocrates» contre la religion et les clercs, contre les seigneurs et le régime seigneurial, tout en inspirant l'éloge de l'avènement «de la vraie liberté dans tout l'univers». Le «Club des patriotes» de Montréal et le «Club

constitutionnel» de Québec débattent publiquement de ces questions.

Les attitudes changent en 1793 avec le triomphe de la Terreur et la déclaration de la guerre entre la France et la Grande-Bretagne. Désormais, personne ne peut sympathiser ouvertement avec les Français sans risquer l'exécution pour trahison. Dès l'année suivante, la formation d'associations patriotiques, la propagande gouvernementale et la réprobation des seigneurs et du clergé contribuent à noircir la Révolution française.

À ce moment, la bourgeoisie canadienne ne voit aucun intérêt à appuyer une révolution qui dérape. Fortement engagée dans la lutte politique au sein d'un système parlementaire, elle s'efforce désormais d'arc-bouter son pouvoir sur le peuple – la Chambre est élue au suffrage quasi-universel des chefs de ménage – et de conforter les pouvoirs de l'Assemblée et de la Législature, au sein de l'appareil gouvernemental. Elle identifie systématiquement la Constitution de 1791 à celle de la Grande-Bretagne et l'Assemblée, aux Communes anglaises. Elle s'inspire des Lumières et des autorités «classiques» en matière de parlementarisme britannique, jamais des réformistes anglais, ni des chefs de la Révolution américaine et *a fortiori* des révolutionnaires français. La bourgeoisie adopte cette attitude par tactique tout autant que par conviction: ses chefs sont persuadés que l'application des principes parlementaires anglais lui assurera une majorité stable à l'Assemblée, le contrôle des finances publiques et du patronage. Elle espère aussi la création d'un ministère responsable dans une société où devrait fleurir la liberté de presse et de parole. Sur le plan social, par contre, les bourgeois défendent maintenant la tenure seigneuriale et la Coutume de Paris parce que les Britanniques cherchent à abolir la première, à amender sérieusement la seconde et à assimiler les Canadiens. Leurs projets se heurtent à ceux des porte-parole des Britanniques et des élites canadiennes traditionnelles qui se barricadent derrière les intérêts supérieurs de la métropole et encensent le caractère aristocratique de la Constitution britannique.

Le conflit s'envenime

Ces confrontations prennent des proportions croissantes: les élections à répétition, surtout de 1808 à 1810, et l'arrestation de leaders canadiens, en 1810, empoisonnent sérieusement le climat politique et socio-ethnique. La guerre de 1812 douche quelque peu les animosités qui reprennent avec la querelle des subsides. Au cours des deux décennies suivantes, les positions se radicalisent. Les luttes politiques, ethniques et sociales s'aigrissent de problèmes économiques et démographiques. Le parti patriote lance un dernier coup de semonce en 1834, en

présentant les «92 Résolutions» qui résument ses doléances. La Grande-Bretagne riposte par les Résolutions Russell en 1837: le gouverneur est autorisé à puiser à même les fonds publics sans l'autorisation de l'Assemblée élue. Ce coup de force déclenche une série d'assemblées publiques de plus en plus incendiaires. On y propose l'élection d'une Convention pour deviser de l'avenir du pays en tenant compte des grands principes du parti patriote, tels l'égalité de tous les citoyens, l'abolition des distinctions d'origine, de langue ou de religion, un Conseil législatif électif, la responsabilité ministérielle, l'abolition de tous les monopoles, notamment sur les terres. Une bonne proportion d'entre eux (environ 40 pour cent) vont jusqu'à réclamer l'abolition de la tenure seigneuriale. À Saint-Ours, le 23 octobre 1837, les patriotes proclament les «Droits de l'Homme», y compris celui de modifier la forme du gouvernement si c'est la volonté du peuple.

L'échec sanglant de la rébellion, en novembre et décembre 1837, n'empêche pas l'un des chefs réfugiés aux États-Unis, Robert Nelson, d'endosser le leadership d'une seconde insurrection et de se proclamer président d'une république indépendante bas-canadienne. Il décrète la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition de la tenure seigneuriale, la liberté de presse, le régime électoral au scrutin universel et secret, la transformation en biens nationaux des terres publiques et de celles de la British Land Company. Le radicalisme du programme atteint donc un sommet inégalé par la suite. À la fin de 1838, le second soulèvement échoue aussi lamentablement que le précédent. Les patriotes ont subi l'influence de la Révolution française et de la «Déclaration des droits de l'homme». Mais la plupart des historiens s'entendent également pour déceler une influence américaine encore plus forte que l'on retrouve plus tard dans le programme annexionniste des années 1840 et 1850.

Imperméabilité des masses

Entre 1760 et 1800, les masses populaires esquivent toute emprise des élites canadiennes. Ainsi, en 1775, les habitants refusent de s'enrôler dans la milice pour stopper l'invasion des rebelles américains. Ces derniers circulent à volonté sur le territoire québécois et s'y approvisionnent, même s'ils ne sont ni très nombreux ni très bien entraînés. Hormis les villes de Québec et de Montréal, la masse conserve une neutralité bienveillante. Qui plus est, la majorité des corvées et des services rendus par les Canadiens l'ont été gratuitement. Les habitants mordent en partie à la propagande américaine: l'abolition promise des cens et rentes ainsi que des dîmes les séduit. On pourrait croire que cette disponibilité des masses aurait pu se traduire en appui plus actif

aux «rebelles» si une fraction des élites les avait encadrées.

Entre 1784 et 1789, la bourgeoisie canadienne sollicite l'adhésion du peuple au projet d'assemblée législative. Le public se montre réceptif aux aspects socio-économiques et politiques de cette propagande: pouvoirs exorbitants des seigneurs, absence de représentants pour établir le fardeau des taxes, puissance politique réelle du peuple électeur dans une chambre représentative. Le déclenchement de la Révolution française et ses répercussions parmi les élites canadiennes sont de nature à confirmer certaines de ces impressions. De plus, dès 1791, les politiciens canadiens exploitent la fierté française, la vision d'un avenir collectif distinct et la méfiance des élites traditionnelles.



Parvenu au Bas-Canada par le lac Champlain et le Richelieu, le général Robert Montgomery s'empare de Montréal à la fin de l'été 1775. En décembre, il joint ses forces à celles de Benedict Arnold et tente vainement d'envahir Québec où il meurt frappé d'une balle en pleine poitrine. (Archives nationales du Québec, collection Initiale).

Les campagnes s'agitent

De 1793 à 1797, une agitation considérable remue les campagnes. Certains des idéaux de la Révolution, répandus par des agents français et américains, se greffent sur des conflits locaux et provoquent des émeutes, des rassemblements de foule, des enlèvements de prisonniers, des déclarations incendiaires contre le gouvernement anglais: «*Vivent les Français*», entend-on fréquemment. D'ailleurs, les élections elles-mêmes donnent lieu à des distinctions entre «nation anglaise» et «nation canadienne», et les élites soufflent aux masses de voter pour leurs «compatriotes».

La tournure radicale de la Révolution en France a probablement moins affecté le peuple que les élites, surtout que la propagande contre-révolutionnaire emprunte les filières traditionnelles. Des adresses clandestines et séditeuses circulent dans la province depuis les États-Unis où s'activent des représentants de la France. Le

document intitulé «Les Français libres à leurs frères Canadiens», de 1793, rédigé sur le modèle de «La République française aux hommes libres» de Condorcet, invite les Canadiens à devenir «aussi libres que [les Français], aussi indépendants que vos voisins les Américains», à rompre avec un gouvernement et un roi despotiques, à vivre dans un «État libre et indépendant» allié à la France et aux États-Unis, où seraient abolis dîmes, corvées, droits seigneuriaux et titres héréditaires. L'agitation croît et dégénère en 1794 en une série d'émeutes, surtout lorsque le gouvernement tente d'appeler la milice sous les drapeaux. La situation se prolonge au cours des années subséquentes. Toutefois, l'armée

combats. Chez plusieurs, le message national se double de motivations sociales et d'une rémanence des principes révolutionnaires américains et français. Un anticléricalisme féroce affleure parfois. D'aucuns vantent les mérites de la république qu'ils appellent de leurs vœux.

Les Lumières, la Révolution américaine et la Révolution française ont influé sur l'évolution de la société bas-canadienne, mais dans des directions parfois divergentes. Les Lumières, par exemple, réfractent aussi une image positive des valeurs et des institutions britanniques. Entre 1793 et 1797, on peut penser que l'agitation populaire est surtout sociale et en 1837-1838,



À la suite de la Révolution américaine et pour se ménager l'appui des Canadiens, le Parlement britannique leur accorde l'Acte constitutionnel en 1791. Les premières élections ont lieu l'été suivant. Les élus tiennent leurs réunions dans l'ancien palais épiscopal. Cette œuvre de Charles Huot illustre le fameux débat sur la langue officielle tenu en janvier 1793. (Assemblée nationale du Québec).

britannique veille et intervient avec mesure. De son côté, la France ne tente rien. Enfin, les masses disponibles demeurent sans leaders aptes à canaliser leurs énergies.

Le parlementarisme l'emporte

Au tournant du siècle, les habitants se rallient de plus en plus massivement au modèle parlementaire prôné par la bourgeoisie canadienne. S'ils ne saisissent pas toutes les subtilités constitutionnelles, ils peuvent comprendre que le parti canadien leur offre entre autres le «pouvoir du peuple», le «contrôle des taxes» et des dépenses publiques, la surveillance du fonctionnement du régime seigneurial. D'élections en élections, de conflits en conflits, sans compter l'immigration massive des Britanniques et l'accaparement des terres libres, l'amertume prend une coloration nationale et anti-anglaise. Une fraction importante des ruraux répond immédiatement aux appels nationalistes du parti patriote, en 1837 et en 1838. Les habitants participent en masse aux assemblées de comtés comme, plus tard, aux

qu'elle prend une tournure plutôt nationale. Le soulèvement semble toutefois plus répandu dans la première période et plus concentré dans la seconde. Les deux périodes se caractérisent par leur manque de leadership. Les aspirations profondes de la masse et de la bourgeoisie ne semblent s'être jamais vraiment rencontrées. La division de la bourgeoisie par l'ethnie y compte sans doute pour une part importante, de même que l'octroi d'un régime parlementaire, démocratique en apparence seulement. Il est probable que pour les élites «démocratiques» et «libérales», le vrai modèle ait été celui de la Grande-Bretagne enrichi par la France des Lumières et par les institutions démocratiques des États-Unis. Pour les masses, par contre, l'influence de la Révolution française paraît plus marquante, du moins avant l'intervention de l'élite bourgeoise pour l'atténuer et la ramener dans le giron parlementaire. ♦

* Archiviste national du Canada